

## **Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité**

Semaine du 28 janvier au 3 février 2019

---

édito :

**l'aveu de Google**

articles :

**RATIFICATION DE L'ACCORD DE DIALOGUE ENTRE L'UE ET CUBA  
un geste fort**

**PROPOSITION DE LOI DU GROUPE COMMUNISTE AU SÉNAT  
renationaliser les autoroutes**

**BREXIT**

**ce qu'il dit de l'Union européenne  
et de la campagne des Européennes**

## L'aveu de Google

Lors de la présentation de ses vœux, Fabien Roussel a raconté cette anecdote. Voilà ce que les dirigeants de Google France nous ont dit le 8 janvier dernier. Nous étions venus les voir en délégation, avec Ian Brossat, Marie-Pierre Vieu, Pierre Laurent et Fabien Gay, après avoir appris que le groupe avait une nouvelle fois échappé à l'impôt en 2018. Pour pas moins de 20 milliards ! Une somme démentielle qui s'ajoute, à celles déjà exfiltrées aux Bermudes en 2015, en 2016, en 2017...

Eh bien, face à nous, les dirigeants de Google ont joué franc jeu : oui, pour pratiquer l'optimisation fiscale, ils profitent bien des failles juridiques du système, maintenues avec la complicité de certains États et de l'Union européenne, pour payer le moins d'impôts possible. C'est à la France et à l'Union européenne, ont-ils insisté, d'adopter des règles suffisamment strictes. A ce moment-là, ils s'y plieront sans problème. Ils nous ont dit aussi, non sans ironie, concernant le CICE, qu'ils préféreraient ne pas percevoir cette aide publique car ils n'en n'ont pas besoin...mais comme le versement se fait automatiquement, ils ne peuvent pas le refuser !

Allons-nous continuer à verser des aides publiques à des entreprises qui n'en n'ont pas besoin ? C'est le sens des propositions de loi que nous avons déposées à l'Assemblée et au Sénat pour une réorientation des aides publiques versées aux entreprises, tel que le CICE, pour la progressivité de l'impôt sur les sociétés, pour la taxation à la source des bénéficiaires des multinationales, pour une véritable liste française des paradis fiscaux. Il est temps de changer de braquet sur cette question et d'aller beaucoup plus loin que des mesurette, telle que la taxe GAFA ou des listes bidon de paradis fiscaux. Des milliards d'euros échappent chaque année à l'impôt et manquent au budget de l'État français. Concrètement, ce sont des hôpitaux en souffrance, des écoles que l'on ne construit pas, des communes moins bien dotées, des services publics sacrifiés...

Pendant que les multinationales s'affranchissent de leurs obligations fiscales, la France propose de fermer la maternité de CREIL qui réalise 1 500 naissances annuelles !! Nous appelons à la mobilisation la plus large pour sauver cette maternité et pour que s'applique un moratoire sur la fermeture de tous les services publics.

En décidant un tel moratoire, le président de la République ferait un geste fort pour renouer le dialogue et restaurer la confiance ■

## RATIFICATION DE L'ACCORD DE DIALOGUE ENTRE L'UE ET CUBA

### **un geste fort**

**Le Sénat vient à son tour d'adopter à l'unanimité de la commission des Affaires étrangères, la ratification par la France de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et Cuba.**

L'Assemblée nationale l'avait déjà ratifié en septembre. Ce vote désormais unanime du Parlement français est un geste fort au moment même où l'administration Trump vient, elle, d'annoncer sa volonté de durcir l'embargo contre Cuba et d'étendre les sanctions extra-territoriales visant toute entreprise étrangère travaillant avec Cuba.

Rapporteur du Sénat sur la ratification de cet accord Union européenne/Cuba, j'ai vivement dénoncé cette attitude des États-Unis, qui cherche tout à la fois à étouffer le développement de Cuba et à utiliser l'extraterritorialité de lois punitives comme arme de guerre économique. Si

l'intention de l'administration Trump de refuser le renouvellement des exemptions à la loi anti-cubaine Helms-Burton se confirmait, l'Union européenne et la France se doivent de réagir avec vigueur en portant l'affaire devant l'OMC pour dénoncer l'illégalité de ces lois extraterritoriales. Il en va des intérêts mutuels de la France, des États membres de l'Union et de Cuba.

La protestation doit grandir sans attendre contre cette escalade de l'administration Trump et de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, qui parlait récemment dans un discours à Miami du « trio de la tyrannie » en parlant de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua. Le coup d'État engagé au Venezuela et l'invitation de Jair Bolsonaro en ouverture du sommet de Davos en disent long sur les dangers que l'agressivité américaine fait aujourd'hui courir aux peuples du monde.

Il faut réagir et vite.

Pierre Laurent

**UNE PROPOSITION DE LOI DU GROUPE COMMUNISTE**  
**AU SENAT**

## **renationaliser les autoroutes** (extraits)

**L'État a la possibilité,  
pour un motif d'intérêt général,  
de racheter les contrats de  
concession.**

Il s'agit bien sûr d'une opération coûteuse puisqu'elle est estimée entre 28 et 50 milliards d'euros. Mais c'est une somme que l'État versera sur le long terme. Il n'aura pas vraiment de problème pour trouver cet argent surtout au regard des taux d'intérêt actuels. Et ce n'est pas de l'argent public, car cet argent emprunté ne sera pas remboursé par l'impôt mais par le péage. Dès 2014, une mission d'information parlementaire proposait d'ailleurs cette solution, sans succès.

Au moment où il existe une fronde légitime dans notre pays sur les taxes et la vie chère, cette option semble aujourd'hui plus que pertinente. À noter d'ailleurs, preuve de sa faisabilité, que l'Espagne s'est engagée dans cette voie en annonçant la renationalisation de 500 kilomètres de tronçons qui vont ainsi repasser sous maîtrise publique.

Cette proposition rejoint par ailleurs trois des 42 directives exposées dans la plateforme du 29 novembre 2018 par le mou-

vement des gilets jaunes. Ainsi, cette plateforme appelle premièrement à poser « *l'interdiction de vendre les biens appartenant à la France* ». Par la renationalisation des autoroutes, nous revenons sur cette erreur originelle du gouvernement Dominique de Villepin : une erreur qui a été guidée par la seule exigence du désendettement de la France, sans autre considération économique ou industrielle. Une erreur de ce point de vue puisqu'il aurait été financièrement bien plus rentable de conserver cette maîtrise publique. Sur le fond, il s'agit bien de rendre à l'État les moyens d'agir dans l'intérêt de tous, ce qui constitue l'une des voies pour rétablir la souveraineté populaire.

Elle demande deuxièmement que « *l'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes serve à l'entretien des routes et autoroutes de France aussi qu'à la sécurité routière* ». Par la renationalisation des autoroutes, nous permettons d'en finir avec ce détournement d'argent public au profit des actionnaires en affectant l'ensemble des dividendes à l'AFITF.

Elle exprime enfin le souhait de « *favoriser les transports de marchandises par voie ferrée* » ■

## BREXIT

# ce qu'il dit de l'Union européenne et de la campagne des Européennes

### **Beaucoup d'incertitudes pèsent encore sur la manière dont le Brexit sera mis en œuvre.**

Rappelons que le choix de proposer un référendum sur le départ de l'UE revient à la droite britannique, qui s'est déchirée pour savoir si la meilleure manière d'exploiter les travailleurs était de rester dans l'UE ou de la quitter. Il s'est fait sur l'exploitation d'un discours xénophobe et nostalgique de la « grandeur » victorienne. Mais le Brexit dit aussi beaucoup sur l'UE elle-même et sur les thèmes que nous pouvons mettre dans le débat à l'occasion de la campagne des élections européennes.

1- Le fait que la 2<sup>e</sup> puissance économique de l'UE, qu'un peuple comme le peuple britannique, ait fait le choix majoritaire de la quitter aurait dû créer un électrochoc chez les classes dirigeantes européennes. Il n'en a rien été. Bien au contraire, c'est *business as usual*. La commission européenne continue dans le cadre du semestre européen à contrôler les budgets nationaux ; les missions de la BCE n'ont absolument pas été interrogées ; la dévotion aveugle pour le marché et la concurrence est toujours la clé de voûte de la construction libérale de l'UE... Cette politique emmène l'Europe au bord du gouffre, surtout dans la perspective d'une nouvelle crise financière.

2- Les classes populaires britanniques sont les premières victimes du Brexit, y compris celles qui l'ont soutenu. Le Brexit n'a pas arrêté les politiques d'austérité mises en œuvre par les conservateurs britanniques, le fait qu'ils aient diminué de 40% le financement des collectivités locales, qu'ils aient élargi l'assiette de l'impôt aux plus pauvres. Le Royaume-Uni est aujourd'hui un pays de travailleurs pauvres que la perte des fonds structurels européens va durement toucher.

3- Le fait qu'il soit si complexe de défaire les liens entre le Royaume-Uni et les pays de l'UE, même dans le cas d'un pays qui figure parmi les moins intégrés à l'UE, illustre le poids des interdépendances qui se sont bâties au fil des ans dans tous les domaines. On peut dès lors imaginer ce que cela représenterait dans le cas d'un pays comme la France.

4- Le gouvernement français s'est montré particulièrement inconséquent en ne prenant aucune mesure sérieuse pour protéger les emplois menacés par le Brexit, que ce soit dans le secteur de la pêche ou de l'industrie. Il a raté complètement la discussion sur les routes maritimes commerciales avec l'Irlande. Ce n'est que la semaine dernière que la commission des transports du Parlement européen a intégré les ports français de la Manche et de la Mer du Nord dans le dispositif.

Tous ces éléments illustrent l'urgence d'une autre logique pour l'Europe. Si sortir de l'UE ne résout aucun des désastres que les politiques libérales ont infligés aux classes populaires, le Brexit montre aussi qu'il est urgent d'ouvrir des brèches dans la construction capitaliste de l'Union européenne, pour l'emploi et les salaires, pour les services publics, pour le respect de la souveraineté des peuples, pour une autre politique de développement respectueuse de l'environnement. Cela ne peut se faire qu'en mettant au cœur de nouvelles coopérations entre les peuples et les nations d'Europe la question du respect de la souveraineté populaire. L'idée que nous avançons d'Europe à géométrie choisie permet d'articuler la question du respect des choix des peuples et celle de nouvelles coopérations progressistes en Europe, qui puissent contester l'hégémonie des classes dirigeantes au niveau national comme au niveau européen. C'est notre originalité dans la campagne des Européennes ■